Nations Unies S/2005/413



Conseil de sécurité

Distr. générale
24 juin 2005

Original: français

Lettre datée du 24 juin 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Suite à ma mission récente au Soudan, dont j'ai rendu compte aux membres du Conseil de sécurité le 2 juin 2005, je souhaite attirer à nouveau votre attention sur le fait que ce pays a besoin d'urgence d'une aide supplémentaire de la part des donateurs. En dépit de nombreuses et généreuses contributions, de graves déficits affectent tous les secteurs et toutes les régions du Soudan. Nous nous attendons à ce que les besoins pour le reste de l'année, qui seront réévalués dans les prochaines semaines, se chiffrent à plus d'un milliard de dollars. Si les déficits ne sont pas comblés sans retard, je crains fort que de graves conséquences humanitaires ne s'ensuivent et que la paix longtemps attendue ne soit compromise.

Les besoins humanitaires énormes du Soudan ne cessent de croître. Dans les prochains mois, plus de 6 millions de personnes auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence pour survivre. Or, au moment même où l'ensemble du pays entre dans une période de famine, qui coïncide avec la saison des pluies, le Programme alimentaire mondial fait face à un déficit financier de plus de 300 millions de dollars. Dans le courant du mois d'août, d'après nos estimations, d'importantes ruptures d'approvisionnement en vivres affecteront les opérations dans le sud et l'est du pays, ainsi que dans les zones de transition, opérations qui visent 3,2 millions de personnes.

Nous avons identifié des zones où les taux de malnutrition sont alarmants. Certaines régions risquent de subir une catastrophe comparable à la famine de Bahr Al Ghazal en 1998. Plusieurs secteurs, tels que ceux de la santé, de l'eau et de l'assainissement, n'ont pas été suffisamment soutenus par les donateurs alors qu'ils jouent un rôle crucial pour la survie des populations.

Au même moment, les besoins augmentent du fait du retour dans le sud et les zones de transition de dizaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées. Ces régions sont parmi les plus pauvres et les moins développées du monde et ont désespérément besoin d'aide, sous forme de vivres, d'eau, de fournitures agricoles, d'abris, ainsi que d'assistance dans le domaine de l'éducation, pour pouvoir absorber les populations revenant dans leurs foyers. Les retours volontaires devraient s'intensifier après la saison des pluies et atteindre le chiffre de 1,2 million cette année. Aussi faudrait-il dès à présent mettre en place les provisions nécessaires, former du personnel qualifié dans le sud du pays, créer des postes relais et réparer les voies de transport essentielles. Mais rien de tout cela ne pourra s'effectuer sans le soutien généreux et immédiat des donateurs.

05-39880 (F) 270605 270605

Au Darfour, les progrès considérables réalisés dans la distribution de l'aide humanitaire risquent d'être réduits à néant, faute de moyens financiers. Si nous ne parvenons pas à continuer à étendre nos opérations, les conditions de vie dans les camps de déplacés pourraient se dégrader, et un nombre croissant d'habitants des zones rurales risquent d'être forcés d'abandonner leurs foyer pour chercher de l'aide. La famine fait déjà de nombreuses victimes au Darfour, où les taux de malnutrition sont en hausse dans plusieurs zones. Il nous faut inverser cette tendance et protéger nos acquis, ce qui exigera un effort humanitaire colossal. En même temps, nous devons redoubler d'efforts pour répondre aux besoins dans l'est du pays et pour atténuer le risque d'une escalade du conflit dans cette région.

Si nous ne réussissons pas à relever ces défis maintenant, les conséquences politiques pourraient nous hanter pendant de nombreuses années. Le plus inquiétant serait de voir le grand espoir de paix pour l'ensemble du Soudan – l'Accord global de paix – gravement menacé. Le soutien international nécessaire à sa mise en œuvre ne s'est pas encore matérialisé. Or, il faut qu'une administration civile s'installe d'urgence dans le sud du Soudan, non seulement pour commencer à fournir les services de base mais aussi pour aider à la consolidation de la paix. Si ceux qui retournent dans le sud n'y trouvent pas les moyens de survivre et sont obligés de quitter cette région une deuxième fois, la confiance de la population dans la paix sera sérieusement ébranlée.

Lors de sa session historique tenue à Nairobi le 19 novembre 2004, le Conseil de sécurité a demandé que l'aide humanitaire soit rapidement acheminée vers le Soudan, dès la signature de l'Accord global de paix (voir la résolution 1574 (2004) du Conseil). Mais cinq mois se sont déjà écoulés depuis sa signature, le 9 janvier 2005. Et cela fait plus de deux mois que les donateurs ont promis plus de 4,5 milliards de dollars, lors de la Conférence d'Oslo. Un pourcentage important des engagements pris par les donateurs pour cette année ne s'est pas encore matérialisé. Par ailleurs, nous avons un besoin urgent de nouvelles promesses de contributions pour une assistance immédiate.

L'Accord de paix nord-sud a été qualifié de chance historique. On a souligné à maintes reprises combien il est important pour le succès de cet accord que la population bénéficie immédiatement des dividendes de la paix. L'heure est venue pour les donateurs de s'exécuter. Ce n'est plus le moment de fixer de nouveaux défis ou de définir d'autres conditions de financement. En effet, le moindre retard se paiera en vies humaines et menacera une paix longtemps attendue.

Je vous saurais gré de bien vouloir porter la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Kofi A. **Annan**

